

Manif des territoriaux CGT devant le lycée Degrugillier d'Auchel: «On craint une casse»

Ce mardi matin, entre 10 h et 11 h, une vingtaine d'agents territoriaux ont manifesté devant les grilles du lycée professionnel Fernand-Degrugillier d'Auchel, à l'appel de la CGT. Ils ont expliqué leurs craintes pour l'avenir de leurs emplois. Ils ont été rejoints par des profs « solidaires » de leur mouvement.



Ils craignent que les départs en retraite ne soient pas remplacés.

Gilets CGT sur le dos, cornes de brume dans les mains, banderole déployée... une vingtaine d'agents territoriaux ont manifesté, ce mardi matin, devant les grilles du lycée professionnel Fernand-Degrugillier le 16 septembre dernier.

« C'est la même dynamique. La CGT veut alerter sur la restructuration envisagée par le conseil régional. Vu la grille d'attribution des moyens humains, on craint une casse, on craint qu'il ne remplace pas les départs en retraite, sachant qu'il y a 700 départs en retraite programmés d'ici 2024 et qu'on a déjà perdu 600 postes de titulaires depuis le premier mandat de Xavier Bertrand à la présidence de la région », explique Jean-Jacques Morieux de la CGT, chef cuisinier dans l'établissement.



Mobilisation devant le lycée Fernand-Degrugillier d'Auchel, ce mardi matin.

Rejoins par les profs

Les 27 agents de l'établissement auchellois , qui gère le fonctionnement, la restauration, l'entretien, l'accueil... étaient en grève ce mardi.

Une vingtaine manifestait. Et ils ont été rejoints, à l'heure de la récréation, par des professeurs « *solidaires* », et « *qui se rendent compte que c'est aussi leurs conditions de travail qui sont en jeu* ».



Les territoriaux CGT ont été rejoints par des professeurs.

« *On a peur que, pour les lycées, la région s'inspire des départements, qui gèrent les collèges. Là désormais, ils font régulièrement appel à des sociétés privées ou des associations pour faire notre boulot. Ce sont des métiers du public en voie de disparition, sachant que 60 % des agents territoriaux de la région sont en lycée, et que ça représente 5 600 emplois sur les Hauts-de-France* », renchérit Osama El Gharib, agent d'entretien à Armentières et responsable syndical.

Cette dernière sera jeudi à la manifestation prévue devant le siège de la région, pendant la séance plénière, et le 3 octobre au comité technique car selon elle, « *on se rend bien compte que beaucoup de nos spécialités vont disparaître* ».